

Communiqué du GIGC (16 juillet 2016)

Après l'attentat de Nice et la tentative de coup d'état militaire en Turquie : Explosions des contradictions du capitalisme mondial.

L'attentat de Nice (84 morts) d'avant hier et le coup d'état militaire en Turquie de cette nuit (apparemment défait à l'heure où nous écrivons) sont les dernières manifestations en date, après le Brexit britannique d'il y a 3 semaines, de l'exacerbation des contradictions du capitalisme et de leur éclatement ouvert en de multiples événements d'importance majeure. En apparence, « *le coup d'état [en Turquie], comme les attentats de l'État islamique, comme le vote britannique pour quitter l'Union européenne et d'autres développements ont donné l'impression d'événements échappant à tout contrôle* » (*The Guardian*¹, 16/7/2016). Nous aurions affaire à un chaos irrationnel devant lequel "nous" serions impuissants.

Or, il n'en est rien. Ces événements sont tous le produit, direct ou indirect, de la dynamique et des lois du capitalisme en crise et, à leur tour, deviennent des facteurs supplémentaires de cette crise historique. À ce titre, ils sont les dernières expressions en date de la nouvelle période que les attentats de *Charlie Hebdo* de janvier 2015 à Paris, et surtout la réaction de la classe dominante en cette occasion (état d'urgence toujours en vigueur aujourd'hui, manifestation de rue du 11 janvier derrière les principaux chefs d'État, relance des interventions militaires en Irak et Syrie), avaient annoncée.

L'impérialisme et la guerre dictent les décisions de la classe capitaliste

L'incapacité à dépasser la crise de 2008 et ses conséquences fait que la crise historique du capitalisme vient frapper directement son centre et les fractions les plus expérimentées de la bourgeoisie mondiale. En premier lieu, le maintien de la crise ouverte au sein même des grandes puissances d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale et l'effondrement du mythe d'une possible relève économique venant des pays dits émergents, tels la Chine ou le Brésil, rend les rivalités économiques et impérialistes plus aiguës et critiques : chaque capital national est de plus en plus "affolé" pour sa propre survie. Ainsi les rivalités et les guerres impérialistes deviennent le facteur principal, au côté des attaques contre la classe ouvrière, qui dictent la conduite et les décisions de chaque capital national. Les États-Unis en recul sur tous les plans, économiques et impérialistes, sont les principaux fauteurs de guerre du fait que leur force militaire reste leur principal, sinon leur seul, outil efficace². Mais il en va de même pour toutes les autres bourgeoisies nationales, grandes, moyennes et petites.

L'acuité des contradictions capitaliste : cause principale du Brexit et du coup d'état en Turquie

Même si nous n'avons pas encore, à l'heure où nous écrivons, les informations et la distance nécessaires pour établir une analyse précise du coup d'état militaire turc, il ne fait aucun doute que l'orientation de la politique extérieure du pays est un de ses enjeux ; quelle qu'en soit la conscience de ses protagonistes : « *les militaires ne veulent pas être engagés sur le terrain en Syrie (...). Et ils veulent intensifier la lutte contre le PKK [le Parti Kurde actif en Syrie et soutenu par les États-Unis]* » (idem³). Même défait, le coup d'état en Turquie est un événement majeur de par la place et le rôle géo-stratégique du pays, c'est la deuxième armée de l'OTAN après les États-Unis, qui exprime que le temps des choix nets se rapproche et même commence à s'imposer : s'aligner auprès des États-Unis qui soutiennent l'ennemi kurde ; ou bien trouver des appuis auprès de puissances offrant une alternative plus favorable. Pour les spécialistes de la bourgeoisie, la dimension impérialiste de l'événement ne fait aucun doute : « *quelle que soit la nouvelle réalité qui émerge ce week-end à Ankara, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN* » (*Washington Post*, K.DeYoung, 15/7/2016, 23h15). La différence de ton entre Obama qui « *appelle à soutenir le président Erdogan* » et Merkel qui « *condamne le putsch mais prend ses*

1 . Le journal anglais cite un spécialiste, Kemal Kirisci, directeur du *Turkey Project at Brookings*.

2 . « *L'économie américaine, bien loin d'avoir surmonté cette crise ravageuse qu'elle a elle-même provoquée, survit à ses maux en repoussant ses effets négatifs aux quatre coins du marché mondial. Elle est en guerre permanente sur différents fronts internationaux, de l'Afrique au Moyen-Orient, même si l'administration Obama préfère agir indirectement en utilisant le soft power et les financements aux forces politiques participant aux différentes guerres civiles qu'elle a elle-même provoqué. Elle combat sur les marchés financiers pour permettre au dollar de continuer à être la devise dominante et un refuge rassurant pour la spéculation. Mais malgré le déboursement de 3300 milliards de dollars au service des banques, le capital ne va pas à l'économie réelle qui a du mal à se reprendre. La spéculation est toujours là, la dette publique augmente (130%), le déficit fédéral est de 15 milles milliards de dollars, le chômage est au moins le double de celui qui est officiel, 6,2%, et le risque d'explosions de nouvelles bulles spéculatives est à l'ordre du jour.* » (traduit par nous de l'italien sur le site de l'article de la TCI qui vient juste d'être publié : <http://www.leftcom.org/it/articles/2016-07-15/considerazioni-sui-fatti-di-dallas>).

3 . Le journal anglais cite Stephen Flanagan ancien conseiller du gouvernement Obama et aujourd'hui spécialiste à Rand corporation.

distances avec Erdogan » (*Le Monde*, 16/7/2016) donne une indication sur les enjeux et contradictions de la politique extérieure de la Turquie qu'exprime, au moins en partie, le putsch militaire d'hier soir.

Plus important encore et plus lourd de significations et conséquences quant au cours des événements historiques et aux enjeux de la période ouverte à partir de 2015 est le cas de la bourgeoisie britannique et de sa rupture avec l'Union Européenne. Qu'il ait été voulu ou non par l'ensemble de la classe dominante anglaise, le Brexit⁴ signifie, encore plus que l'exemple turc, que l'heure est bel et bien aux choix tranchés et définitifs face aux enjeux historiques. La bourgeoisie anglaise est la plus expérimentée au monde et il peut apparaître étrange qu'elle soit apparue comme particulièrement désorientée les jours qui ont suivi le résultat du référendum. Il est fort probable que des fractions en son sein n'aient pas souhaité franchir ce pas – sortir de l'Union Européenne – **aujourd'hui**. Voire même que cela soit contraire à certains intérêts économiques immédiats.

Pour autant, quelques trois semaines après, il apparaît clairement avec le nouveau gouvernement de T. May que la bourgeoisie anglaise va assumer complètement la sortie de l'UE et qu'elle affiche une attitude de défi, et même de provocation, vis-à-vis de celle-ci. La nomination de Boris Johnson qui semblait pourtant mort politiquement après son refus de se proposer comme Premier Ministre, en est l'expression. Cela veut dire que la tendance historique de fond de l'impérialisme anglais, d'opposition à une Europe continentale réunie aujourd'hui autour de la principale puissance allemande, et son alignement historique au côté de l'impérialisme nord-américain, vient de s'imposer définitivement **précisément dans les conditions contradictoires d'aujourd'hui**. Le processus menant à la guerre impérialiste généralisée et passant par une polarisation impérialiste chaque fois plus marquée s'est imposé, peut-être plus tôt que prévu, au capitalisme britannique et quelle qu'en soit la conscience des politiciens bourgeois anglais eux-mêmes les contraignant à choisir définitivement les États-Unis au détriment de l'Union Européenne dans le cours inéluctable des rivalités impérialistes menant à une 3^e guerre mondiale... si la classe révolutionnaire, le prolétariat, ne réussit pas à s'opposer et puis à abattre le capitalisme.

Car l'autre facteur de la situation mondiale et de son cours est bel et bien la classe exploitée et révolutionnaire, le prolétariat international. Les prolétaires n'ont évidemment rien à gagner, et tout à perdre, à choisir entre Erdogan et les militaires en Turquie. Qu'ils s'inspirent de la grève massive de la ville de Bursa dans l'automobile (mai 2015), c'est le meilleur moyen pour défendre au mieux leurs intérêts de classe. De même, il est fort probable que les réticences d'une bonne partie de l'appareil politique de la bourgeoisie anglaise pour adopter le Brexit **dès maintenant** est sa conscience que l'ensemble du prolétariat britannique n'est pas prêt à accepter sans réaction les implications politiques et économiques, en terme de sacrifices et de soumission, que signifie le Brexit. La bourgeoisie anglaise prend un risque en s'affichant aussi tôt autant "anti-européenne" et "pro-américaine" car elle en dévoile d'autant le sens aux yeux du plus grand nombre : la guerre généralisée à terme. C'est là une autre contradiction fondamentale, politique et historique celle-là : la bourgeoisie mondiale au prise à la crise et à la guerre en même temps, ne peut jouer d'un des deux éléments pour affronter et enrôler idéologiquement le prolétariat, au nom de la paix ou au nom de la prospérité supposées advenir, alors même qu'elle est contrainte de l'attaquer chaque fois plus durement.

La Grande-Bretagne, la France et l'Europe occidentale au cœur des contradictions du capitalisme mondial

Après avoir été reportées durant des décennies sur les pays de la périphérie pour l'essentiel de leur conséquences, toutes les contradictions du capitalisme reviennent frapper directement son cœur historique. L'Europe occidentale, particulièrement les vieilles puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne, se retrouve à l'épicentre de l'ouragan historique qui vient et dont les premières bourrasques se font sentir : crise et guerres s'alimentent l'un l'autre alors que la classe ouvrière tend à s'opposer au capital, à sa crise, et alors que certaines de ses fractions les plus combattives et conscientes commencent à poser la nécessité de détruire le capitalisme – comme la classe ouvrière vient de le démontrer en France lors de la lutte "contre la loi travail El Khomri".

Les bourgeoisies anglaise et française, historiquement déclinantes, ressentent et vivent d'autant plus directement et durement l'explosion ouverte de toutes ces contradictions car elles ont un impact immédiat sur leur capacité à rester un minimum acteurs, même de deuxième ordre (par rapport aux USA, à l'Allemagne et même, à un degré moindre, à la Chine ou la Russie), sur la scène impérialiste. Et cela alors que, à la différence d'autres acteurs comme les États-Unis par exemple, le poids des traditions et des expériences de lutte de leur prolétariat respectif, tout comme du prolétariat européen, continue à représenter un danger et un obstacle.

« Il ne peut y avoir de contraste plus grand entre une société comme la société française, divisée à l'intérieur par la montée du populisme du Front national de Marine Le Pen, les conflits du travail [le journaliste espagnol fait référence aux 4 mois de lutte et manifestations ouvrières, violemment réprimées, contre la loi travail] et les

⁴ . cf. notre prise de position du 24 juin dernier [Après la victoire du Brexit, les contradictions du capitalisme explosent à tous niveaux ! Seule la révolution prolétarienne internationale peut y mettre fin !](#) (<http://igcl.org/Apres-la-victoire-du-Brexit-les>).

conflits amers tant au sein de la gauche que de la droite, et la gravité du défi terroriste qu'elle affronte. Cet acharnement du jihadisme contre la France vient de l'héritage extérieur de la France – puissance coloniale dans toute la région, du Maroc jusqu'à la Syrie – mais aussi des problèmes d'intégration de la minorité musulmane et la situation du pays comme emblème du laïcisme et des valeurs républicaines » (El País, José Ignacio Torreblanca, 15 juillet 2016, nous soulignons en gras).

Effectivement, la bourgeoisie française se retrouve, du fait de son histoire – comme vieille puissance impérialiste déclinante – particulièrement exposée à l'explosion des contradictions du capitalisme. Ne rivalisant qu'avec grand peine avec ses concurrents directs au plan économique, obligée de se ranger au mieux comme lieutenant de l'Allemagne au plan impérialiste, elle essaie tant bien que mal de maintenir son rang et de limiter sa perte d'influence historique par ses interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient. Mais historiquement, elle se trouve aussi confrontée à une classe ouvrière qui, bien qu'ayant subi des reculs importants tout au long des dernières décennies, a gardé une combativité certaine et une expérience particulière issue de la grève massive de 1968 restée dans toutes les mémoires ouvrières.

Pour la bourgeoisie française aussi, **crise et guerre se présentent directement et concrètement**, sans doute plus directement encore que pour ses consœurs européennes, et de manière particulièrement aiguë, et elles affaiblissent sa capacité idéologique et politique à affronter le prolétariat. C'est sans doute ce qui explique la violence, inédite depuis longtemps, de la répression des manifestations et grèves du printemps. Qui à son tour est devenue un facteur de "radicalisation politique" parmi de larges couches du prolétariat dans ce pays.

Le rôle historique des minorités de prolétaires combattifs et conscients et du parti communiste international à construire

S'il est vrai que la période ouverte en 2015 impose aux classes dominantes des choix économiques, politiques, impérialistes, chaque fois plus tranchés, il en va de même pour la classe ouvrière, ses fractions les plus combattives et expérimentées et ses minorités politiques révolutionnaires. Pour les unes comme pour l'autre, le "juste milieu est de moins en moins de mise" aujourd'hui au risque de sérieuses déconfitures. La conscience que le capitalisme n'est pas réformable et qu'il mène à toujours plus de misères, aux sacrifices et aux guerres recommence à s'étendre dans les rangs ouvriers. C'est l'enseignement principal que l'on peut tirer de la lutte ouvrière en France de ce printemps. Le retour dans les consciences ouvrières, aussi confuses puissent-elles être, de la nécessité de la destruction du capitalisme et de la possibilité d'une autre société devient un facteur déterminant la volonté et la détermination dans la lutte tout comme les moyens et les mots d'ordre immédiats à mettre en avant. Le fait que la guerre, tout comme la crise, devienne un fait concret touchant les masses ouvrières, accompagné inévitablement d'une répression croissante, met en évidence aux yeux et dans les consciences du plus grand nombre la dimension essentiellement politique du combat de classe. Car, dans la nouvelle situation d'aujourd'hui, ce dernier se confronte directement et immédiatement à l'appareil d'État capitaliste. Sur ce plan aussi, l'éclatement des contradictions du capitalisme met à nu les antagonismes de classes dans toutes leurs dimensions et en particulier dans le rapport du prolétariat révolutionnaire à l'État de la classe capitaliste.

Pour les fractions les plus combattives et déterminés de prolétaires, l'heure est au regroupement décidé dans les entreprises, sur les lieux de travail, et si ce n'est pas possible dans des comités de lutte ou comité d'action inter-entreprises et entre lieux de travail. Il s'agit de prendre la tête des combats de classe, de les organiser – grèves et manifestations de rue – de sorte qu'ils assument la confrontation politique contre les forces de l'État bourgeois en milieu ouvrier, partis de gauche et syndicats et se battent pour le contrôle et la direction de leur lutte **tout en assurant l'opposition à la répression massive et particulièrement violente de l'État**. Car la réponse et l'affrontement à la violence étatique bourgeoise devient une question centrale qui vient interpellier directement les grandes masses du prolétariat, y compris et surtout dans les pays dits "démocratiques". De même, ils ne doivent pas hésiter à contacter les groupes politiques révolutionnaires et communistes et à s'appuyer sur leurs positions politiques ; tout comme à discuter avec eux en vue de regrouper toutes les énergies révolutionnaires autour du programme communiste et des mots d'ordre d'insurrection ouvrière, de destruction du capitalisme et de dictature du prolétariat qui, seuls, fournissent les moyens et la méthode pour les combats de la période qui s'est ouverte.

Pour les minorités communistes, il est temps d'en finir avec les hésitations quant à la capacité révolutionnaire du prolétariat face aux enjeux de la situation qui s'ouvre. La perte de confiance dans la perspective révolutionnaire qui a touché toute la classe ouvrière depuis la fin du stalinisme a favorisé, et s'est traduite, dans une perte de confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat parmi les militants et organisations révolutionnaires et communistes. Les organisations de la Gauche communiste en ont aussi souffert au point que celle-ci se retrouve aujourd'hui dispersée et encore plus isolée des grandes masses de la classe. En outre, elle est divisée entre les forces qui œuvrent plus ou moins résolument au regroupement en vue de la constitution du parti mondial de demain et les forces, souvent plus nombreuses, qui tournent le dos à ce combat et rejoignent plus ou moins

explicitement la mouvance anti-parti de type conseilliste et économiste – pour se référer à des courants anti-politique et anti-organisation définies par l'expérience et l'histoire du mouvement ouvrier.

Les premières, luttant pour le parti, sont elles-mêmes trop souvent hésitantes et timorées – politiquement bien sûr – pour s'engager résolument dans ce combat pour le parti et le regroupement au moyen des confrontations et débats politiques avec les autres organisations et courants. Bien souvent, pas toujours, elles manquent de confiance, de détermination et de conviction politiques quant à leur rôle et quant à ce qu'elles représentent historiquement – "soyons réalistes, nous ne sommes rien et si petits" nous est-il souvent exposé comme si être petits et faibles changeait quoique ce soit aux problèmes historiques. Les deuxièmes tournent le dos à la dimension politique du combat de classe et à ses implications tant pour la classe comme un tout que pour les communistes : d'une part en tombant dans les pièges et illusions "démocratiques" mis en avant par la bourgeoisie, comme par exemple en tombant dans le fétichisme de l'assemblée générale (après l'apologie de l'idéologie du mouvement des indignés en Espagne, on l'a encore vu lors de l'organisation des "nuit debout" à Paris) ; d'autre part en estimant que les groupes de la Gauche communiste, leur tradition et leur combat pour le parti appartiennent au passé et qu'il faut s'en libérer.

Là aussi l'heure n'est plus à s'interroger sur la nécessité du regroupement révolutionnaire et des organisations communistes; encore moins du parti. Tout comme l'idéologie citoyenne et républicaine de "nuit debout" est passée au second plan à partir du mois de mai en France derrière les grèves et les affrontements avec l'État et sa police, de même pour les révolutionnaires et communistes, l'heure n'est plus à ressasser les supposés échecs du passé mais au combat déterminé pour assumer le combat politique historique du prolétariat dont l'organisation communiste est l'outil principal et indispensable.

« Nous avons besoin de créer un mouvement qui unifie tous ceux qui peuvent comprendre les problèmes dont nous parlons ici. Ce mouvement (ou parti) doit être guidé par une vision claire de la société que nous voulons. Nous l'appellerons "le programme communiste". (...) Aujourd'hui, il y a beaucoup de groupes et d'individus dans le monde qui, comme nous, défendent cela; mais, nous sommes soit trop dispersés soit trop divisés pour prendre l'initiative de former un tel mouvement unifié. Certains sont opposés, par principe, à la formation d'un tel mouvement, car ils pensent que le mouvement spontané se suffit à lui-même. Nous aimerions partager leur confiance.

*Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous. Nous devrions chercher à travailler ensemble dans les luttes, non pour simplement recruter tel ou tel individu pour notre propre organisation, mais pour chercher à élargir la conscience de ce que signifie réellement lutte de la classe ouvrière. Face aux obstacles que nous avons soulignés plus haut, il serait suicidaire de ne pas le faire. » (Éditorial de *Revolutionary Perspectives* #59, publication de la TCI en Grande-Bretagne, 2011).*

Le Groupe International de la Gauche Communiste (*Révolution ou Guerre*), 16 juillet 2016.

www.igcl.org. Écrire à intleftcom@gmail.com